

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 20 AOUT 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ : 04 72 61 37 82
✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE

**abrogeant l'arrêté préfectoral du 16 juin 2015
mettant en demeure la société MED'CLEAN, pour son site de SAINT-GENIS-LAVAL,
de respecter les dispositions de l'article 4
de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014 régissant le fonctionnement des activités de la société MED'CLEAN dans son établissement situé 21-27, rue Jules Guesde à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU le courrier du 6 août 2015 de Maître Amélie DADON, conseil de la société MED'CLEAN sollicitant l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 juin 2015 ;

CONSIDERANT que la société MED'CLEAN est soumise à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (déclaration GEREP) conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié ;

CONSIDERANT que la société MED'CLEAN a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 16 juin 2015 d'effectuer ladite déclaration sur le site de télédéclaration du ministère en charge de l'Ecologie ;

CONSIDERANT que la société MED'CLEAN a rempli cette obligation de déclaration le 30 juin 2015 ;

CONSIDERANT donc qu'il n'y a plus lieu de poursuivre la procédure de mise en demeure engagée à l'encontre de la société MED'CLEAN ;

.../...

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 juin 2015 ;

SUR proposition du Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er : L'arrêté préfectoral du 16 juin 2015, mettant en demeure la société MED'CLEAN, 21-27, rue Jules Guesde à SAINT-GENIS-LAVAL, de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié pour son établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, est abrogé.

ARTICLE 2 : Le préfet, secrétaire général, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le 20 AOUT 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL